

Jan Zamojski

« LA GUERRE DE L'OMBRE »

Dans la note de couverture du livre d'Henri Michel nous lisons la phrase suivante: « [...] nul n'avait tenté d'évoquer, d'expliquer, de définir l'ensemble de ce phénomène historique que fut la guerre de l'ombre en Europe de 1940 à 1945 ». L'éditeur ajoute ensuite: « *La guerre de l'ombre*; un livre passionnant à dévorer, un ouvrage de fond à conserver, un enseignement politique à méditer ».

Notons que *l'Histoire de la Résistance européenne* d'Henri Bernard, historien militaire belge, a paru en 1969. D'autre part, il est inexact de fixer le début de la Résistance « européenne » à 1940. Mais l'éditeur a certainement voulu souligner l'utilité de la nouvelle étude d'Henri Michel pour les historiens, les hommes politiques et les amateurs de l'histoire. D'autre part, la place qu'occupe l'auteur parmi les historiens de la Seconde Guerre mondiale et, plus particulièrement parmi ceux des mouvements de la Résistance, décide que son livre soit pour beaucoup de lecteurs une somme imposante de connaissances, de jugements et de suggestions. Pour toutes ces raisons l'ouvrage en question exige une analyse suffisamment ample et une polémique.

Il semble que *La guerre de l'ombre* soit d'abord une somme de connaissances de l'histoire de la Résistance dont dispose Henri Michel. Mais ce livre représente aussi dans certaine mesure le point de vue de l'historiographie occidentale sur la question, et plus spécialement de l'historiographie française. Et ceci nous incite aussi à réfléchir et à commenter. Nous n'allons pas énumérer ici tout ce qui nous paraît intéressant et précieux dans l'étude d'Henri Michel et cela pour tous les lecteurs, indépendamment du degré d'intérêt professionnel qu'ils portent à l'histoire. L'auteur nous apprend beaucoup aussi bien quant aux renseignements apportés que dans ses jugements qu'il expose dans les parties pour ainsi dire indépendantes de son ouvrage: introduction générale, introductions et conclusions aux différentes parties du livre et à ses différents chapitres.

C'est là que se trouvent précisément les observations et les opinions de l'auteur concernant les mouvements de la Résistance, leurs sources, leur nature, les lois qui les régissaient, les résultats et les conséquences de cette lutte. Certaines affirmations peuvent prêter à discussion et, plus particulièrement, lorsque Henri Michel formule d'une façon par trop catégorique les différences entre la guérilla et l'armée régulière.

Il ne semble pas également que la thèse qu'on peut retrouver à plusieurs reprises sur les pages de son livre: « sans l'aide extérieure fournie par les Alliés, la Résistance était condamnée à l'anéantissement », ait eu une quelconque justification historique. Le rapport: la Résistance — les Alliés, exprime d'une façon trop forte le caractère de la Seconde Guerre mondiale, la multiplicité, la complexité des buts que s'étaient assignés les Alliés, pour qu'on puisse l'interpréter d'une façon si arbitraire. D'ailleurs, à un certain moment, l'auteur lui-même reconnaît que « la Résistance n'a pas gagné la guerre [...] mais [...] combien, sans son concours, la tâche des Alliés aurait été plus ardue? »

J'imagine cependant que ce sont précisément ces conclusions de l'auteur, comprises et approuvées par tout lecteur, qui méritent surtout l'attention. On peut ne pas être d'accord en de nombreux points avec Henri Michel, mais il faut reconnaître qu'il appartient à ce petit nombre d'historiens non marxistes en occident qui s'efforcent d'éviter certains schémas si communs à la littérature scientifique occidentale en tout ce qui concerne les questions les plus controversées relatives à la révolution sociale, au mouvement communiste et à l'Union Soviétique.

Henri Michel souligne que dans toute la dernière guerre — et plus particulièrement dans la Résistance — le caractère idéologique du conflit a toujours été très marqué. On luttait pour la sauvegarde de l'héritage culturel européen. C'est pourquoi on ne peut accuser la Résistance d'avoir provoqué les hécatombes car les destructions des villes, comme Varsovie, car l'anéantissement des peuples étaient inscrits dans le programme des nazis indépendamment de la résistance des nations opprimées. De plus, Henri Michel a très judicieusement remarqué que pour les combattants de la Résistance la libération du pays n'était pas une fin mais le plus souvent un moyen. Elle marquait un début de la lutte pour un « renouveau », ce qui signifiait habituellement une révolution plus ou moins intégrale. L'auteur s'est rendu compte que les marxistes furent ceux qui étaient les mieux préparés à ce genre de lutte clandestine, qui surent le mieux établir et garder le contact avec les masses populaires et qu'ils remportèrent précisément les plus grands succès. La lutte clandestine entraînait de profondes transformations dans la conscience des classes et des groupes sociaux, dans les programmes et les idéologies des mouvements politiques. Ceci eut pour conséquence un double phénomène: les

uns retrouvèrent dans leur lutte la patrie qu'ils croyaient avoir perdue, d'autres se rendirent compte des vices de leur société et des défauts de ses structures politiques et économiques, qui jusqu'alors leur avaient parues parfaites. L'occupation et la Résistance ont augmenté l'intensité des sentiments nationaux en créant un amalgame de « sentiments nationalistes et de souffle révolutionnaire » qui eut une influence considérable sur la situation politique dans les pays libérés et est devenu ainsi « le détonateur de l'histoire ». Dans le développement de la Résistance, l'auteur voit certaines règles qui conduisent ces mouvements depuis les premiers gestes d'opposition envers l'occupant jusqu'à des formes d'action organisées et, par la suite, dirigées par un organisme central, jusqu'à l'insurrection nationale. Ici on aimerait observer que la théorie et la pratique polonaises de la lutte clandestine connaissent ces règles depuis plus d'un siècle, ce que, d'ailleurs, Henri Michel ne manque pas de souligner à plusieurs reprises. Et c'est bien l'ensemble des dernières opinions de l'auteur qui entraîne les lecteurs à répondre affirmativement à la question posée par Henri Michel qui conclut son ouvrage par cette phrase: « est-il excessif d'avancer que la Résistance antihitlérienne préfigure, exprime même une grande partie de l'époque que nous vivons, peut-être la plus chargée de sens présent sinon la plus lourde d'avenir? »

Malgré toutes ses qualités le livre d'Henri Michel nous laisse un peu sur notre faim dans certains cas et, dans d'autres, éveille une opposition aux opinions exprimées par l'auteur. C'est ainsi que sa tendance à voir les mouvements de résistance en Europe comme un seul et même phénomène historique a déterminé l'ordonnance de son ouvrage. Il traite, en effet, son sujet par problèmes et non d'une façon chronologique, nationale ou régionale.

On ne peut qu'être d'accord avec l'auteur quand il nous exhorte à voir, dans la Résistance, une part fort importante d'un processus historique suffisamment vaste pour comprendre, pendant la guerre et même après, presque la totalité de l'Europe. Il semble cependant qu'il ait donné la primauté à la description et non pas à l'analyse pourtant si nécessaire, et qu'il ait jugé bon de multiplier les exemples plutôt que d'employer la méthode comparative. Quelle fut l'essence du processus historique dont la Résistance fut un aspect si important? Henri Michel parle de la symbiose « des sentiments nationaux et du souffle révolutionnaire », mais il se limite à indiquer la plateforme politique de cette symbiose sans traiter la question des mouvements sociaux d'émancipation et de libération nationale, qui bouleversent l'Europe depuis des dizaines d'années, signalés avec tant d'acuité par Renouvin, par exemple.

Le fait que la plupart des mouvements de résistance en Europe s'inspiraient des tendances de la gauche ne fut pas uniquement dû aux

talents de tactique politique des différents partis de gauche et des communistes en particulier. Henri Michel a raison lorsqu'il écrit que la Résistance ne constituait pas tellement une « quatrième arme » qu'un « second conflit », mais il semble avoir tort quand il le limite au conflit qui divisait les grandes puissances alliées. On a même l'impression que l'auteur s'est repris dans ses opinions concernant les problèmes sociaux de la Résistance, opinions plus avancées qu'il exprimait au Congrès de Liège, par exemple. On avait postulé alors un « nuancement » de l'opinion généralement admise selon laquelle les activités de la classe ouvrière dans la Résistance avait primé celles de la bourgeoisie. Or, la thèse soutenue actuellement est celle d'une telle hétérogénéité sociale de la Résistance que des généralisations visant à déterminer le rôle ou l'attitude de telle ou telle classe sociale sont devenues pratiquement impossibles. Il est d'autant plus difficile d'accepter la thèse suivant laquelle la classe ouvrière n'intervint activement dans la Résistance qu'à partir du moment où les Allemands eurent établi le travail obligatoire (STO) au cours des années 1942 - 1943 et surtout au cours de la phase insurrectionnelle, finale. Même en prenant en considération la complexité de la situation politique du mouvement ouvrier en France, situation dont l'auteur se sert comme exemple, pareille généralisation ne semble pas s'appliquer, même si l'on fait l'exception — dont l'auteur souligne l'importance — aux cheminots et travailleurs étrangers (MOI).

Ce « trend révolutionnaire » dans son sens le plus large a toujours été teinté de socialisme et se rangeait parmi les mouvements populaires de gauche. Les forces qui l'avaient mis en branle, ses succès et ses échecs supposaient un mélange d'éléments disparates du point de vue extérieur et intérieur. Or, si l'on considère la valeur de ces forces profondes de nature sociale surtout, on n'est plus tenté d'accorder la même importance à « la situation géographique » et au jeu des grandes puissances quand il s'agit de la Résistance dans les différents pays occupés, importance accordée par l'auteur. Bref: tout en reconnaissant avec respect la bonne volonté de l'auteur dans sa tentative de présenter la Résistance à l'échelle européenne, on peut déplorer le manque d'une perspective plus large dans cette présentation aussi bien du point de vue historique que géographique. Il semble que l'auteur se soit laissé envahir dans une certaine mesure par les détails. La tentative de « réduire la Résistance à ses éléments premiers » constitue un essai méthodologique certainement fort intéressant. Mais là se fait sentir d'autant plus le besoin d'une analyse déterminant les différents éléments de la structure suivant une hiérarchie rigoureuse des valeurs. Mais pour cela il faut disposer du maximum de données, d'informations et de renseignements véridiques. Et c'est précisé-

ment dans ce domaine que le livre d'Henri Michel suscite des réserves et invite à une polémique.

L'impression première, la plus forte, sans doute, qui se dégage de cette étude est — pour un lecteur étranger — le caractère « francocentrique » de l'étude, aussi bien dans le choix que dans le traitement et la façon de voir les problèmes. L'auteur s'est limité à des sources et des ouvrages écrits surtout en français, parfois en anglais ou en allemand. C'est ainsi, par exemple, qu'en parlant de la presse clandestine polonaise, il se sert de la *Polish underground collection* publiée par la Stanford University en 1949 et non pas du *Catalogue de la presse clandestine polonaise* de L. Dobroszycki et W. Kiedrzyńska. Et c'est bien cette méthode-là qui lui interdit de puiser aux sources directes et les plus importantes des renseignements. Or, il ne semble pas qu'on puisse analyser d'une façon valable la Résistance en Europe centrale, orientale et sud-orientale, sans consulter les sources publiées par les pays qui appartiennent à ces parties de l'Europe. La barrière de la langue existe, bien entendu, mais tout savant doit la vaincre s'il entreprend une recherche scientifique véritable. Il faut observer ici que pareille attitude est assez typique pour certains historiens occidentaux et surtout français à l'égard de l'historiographie de certains pays plus petits, même lorsque ces historiens traitent dans leurs travaux des problèmes concernant précisément ces pays. Il est, par contre, difficile d'imaginer qu'un historien polonais, par exemple, se mette à faire des jugements sur les problèmes de la Résistance française en se basant uniquement sur ce qui a été traduit en polonais concernant cette question ou sur les rares études polonaises qui y ont été consacrées. C'est bien pourquoi, l'image qu'on trouve chez Michel de l'Europe occupée et clandestine est floue, ses contours sont difficilement repérables, à l'exception peut-être de la Norvège et du Danemark. C'est pourquoi les traces des connaissances du sujet dans l'ouvrage de Michel sont si faibles en ce qui concerne la Résistance dans les pays baltes, la question ukrainienne, le développement de la lutte pour la libération nationale des peuples de la Yougoslavie et les conflits qui l'accompagnaient et qui ne se limitaient pas aux relations entre Tito et Mikhaïlovitch. C'est bien pour cela que l'auteur traite certains phénomènes des autres pays de l'Europe en se servant des schémas qui conviennent à l'expérience historique française et non pas à celles de ces pays. Parmi ces phénomènes citons: les étapes du développement de la clandestinité, de la collaboration, de la vie et de la résistance dans les camps des prisonniers de guerre, l'attitude de tel ou tel groupe social, le rôle de l'exploitation économique et du travail obligatoire en tant que stimulant de la Résistance, la « passion » du conspirateur, la propagande, le système des liaisons, etc. De plus, la littérature qui traite des problèmes de la Résistance en Europe en français,

anglais et allemand, montre une prédilection particulière pour la problématique politique et les luttes au sein des différentes résistances entre deux tendances: celle dominée par les communistes et celle dirigée par les conservateurs ou bien « légitimistes ». Ces luttes trouvèrent des échos dans les activités de propagande et de renseignement chez les grandes puissances. Ainsi, un grand nombre d'autres problèmes importants n'ont pas pu trouver leur place dans le livre d'Henri Michel.

Essayons de développer ce que l'on vient de dire et de l'illustrer par des exemples.

La Résistance était une réaction contre la conquête et l'occupation allemande car l'occupation italienne, hongroise, roumaine ou bulgare, même si elle était aussi sanguinaire que l'occupation allemande ne revêtait qu'un caractère secondaire. Les différences du système d'occupation influaient dans une très forte mesure sur la vie du pays occupé et l'on peut dire même qu'elles conditionnaient les formes de la résistance et de la lutte clandestine.

Si l'on veut caractériser la situation de l'Europe occupée, on ne saurait le faire sans souligner les différences énormes existant, par exemple, entre l'occupation de la Belgique et de la France et le système introduit par les Allemands en Pologne. En France et en Belgique l'administration d'occupation était aux mains des autorités militaires, mais la machine administrative de Vichy continuait à fonctionner, de même qu'en Belgique une administration squelettique belge. Si l'on peut parler de deux formes typiques et opposées à l'extrême du système d'occupation allemande c'est bien la France d'une part et la Pologne de l'autre qu'on doit choisir comme exemples. Dans le premier des cas il s'agit d'une variante de l'occupation liée au système de la collaboration, alors que, en ce qui concerne la Pologne, c'est le système d'occupation « à l'état pur » avec la perspective d'une liquidation totale de la nation occupée et l'absorption de son territoire.

Il faut reconnaître qu'Henri Michel se rend compte de cette polarisation de deux systèmes d'occupation, mais il semble la voir à travers la comparaison des phénomènes, des problèmes et non pas en résultat d'une analyse du système de l'occupation allemande en Europe et de sa « typologie ». Si l'on ne prend pas en considération les différentes solutions adoptées par la politique d'occupation dans des pays d'Europe ou des groupes de pays (pays scandinaves et dans une certaine mesure la Hollande, Yougoslavie et Grèce, etc.) on ne saurait bien définir les différents aspects des activités de la Résistance.

Un autre exemple classique est le dilemme: « bombardement ou sabotage ». Tous les auteurs occidentaux et particulièrement les historiens français ne se gênent pas pour accuser les Anglo-Saxons d'avoir gaspillé

des milliers de tonnes de bombes pour la destruction d'objectifs industriels ou de noeuds de communications alors que ces mêmes objectifs auraient pu être détruits à moins de frais par des commandos de la Résistance sans occasionner tant de victimes parmi la population civile. Ce débat, Henri Michel le souligne également mais il oublie de signaler que pour la Pologne et les territoires occupés de l'U.R.S.S., pareille alternative n'existait pas, pour ainsi dire, ou revêtait une forme contraire puisque tout acte de sabotage entraînait des répressions massives parmi la population civile.

Un second exemple consiste dans ce que l'on a appelé « la résistance administrative ». Et là il ne peut s'agir que des pays de l'Europe occidentale ou des pays scandinaves. La grève des juges de la Haute Cour en Belgique qui protestaient de la sorte contre les mesures de travail obligatoire (STO) est une preuve d'un sentiment élevé de courage et de dignité chez les gens qui y prirent part, mais ne souffre aucune comparaison avec la situation des pays occupés à l'est de l'Allemagne. L'auteur distingue une forme de résistance spéciale dans l'administration qu'il assimile à « la résistance passive ». On s'attendait à ce qu'il poussât l'analyse un peu plus loin de cette forme de résistance dans les divers systèmes de l'occupation allemande en Europe.

Il en est de même pour la question de l'aide portée aux Juifs par diverses institutions publiques et sociales en Europe occidentale. Celle dont parle Henri Michel semble si loin de la réalité atroce de ce même problème en Pologne ou en U.R.S.S. qu'elle en devient presque idyllique. En Pologne, sur les territoires occupés de l'U.R.S.S. le prix de cette aide était toujours la vie humaine, la vie des victimes et de ceux qui s'efforçaient de les soustraire à la mort. Ici, pas de place pour des scènes du genre de celle que décrit complaisamment l'auteur où des agents de la Gestapo qui interrogent un curé soupçonné d'héberger des enfants juifs sont mis à la porte par le prêtre et se répandent en vaines imprécations (R. Hakim, *Un Anglais dans la Résistance*).

La collaboration était inhérente au système d'occupation. Mais l'étudier sous l'aspect français, belge ou norvégien est une simplification trop poussée surtout dans les cas où ce problème se compliquait de questions nationales, sociales et politiques. Même si, pour corser le problème, on tient à comparer les phénomènes de collaboration les plus poussés, on ne saurait ignorer les différences qui séparent la L.V.F. de la ROA (Armée Russe de Libération) ou des SS-Galizien ukrainiens. On pourrait même risquer d'affirmer que la collaboration « purifiait » dans une certaine mesure l'atmosphère de la Résistance et favorisait l'entente entre des groupements politiques clandestins que tout séparait. La France où la collaboration fut extrêmement développée possédait également une

Résistance où les différents courants politiques clandestins coopéraient sous des formes extrêmement variées et développées. En Yougoslavie, où les Allemands et les Italiens s'appuyèrent largement sur les régimes nationalistes collaborateurs, il fallut que Mikhaïlovitch adoptât une attitude frisant la collaboration pour qu'il ne restât plus que l'alternative: collaboration ou guérilla communiste.

Ici une digression s'impose. Henri Michel estime et place très haut la Résistance yougoslave qu'il juge la seule avec la Résistance française à avoir obtenu le succès militaire et politique. Il a raison d'en attribuer les mérites surtout au parti communiste yougoslave, mais il semble ne pas apercevoir les données, en quelque sorte « intérieures », de ce succès alors qu'il souligne surtout le manque de points de friction entre l'Angleterre et l'U.R.S.S. en ce qui concernait la Yougoslavie, surtout à partir de 1943. Soit dit entre parenthèses, les conditions favorables à Tito étaient bien plus nombreuses, mais ce qui importe c'est que le parti communiste yougoslave avait su admirablement en tirer partie. Si l'exemple de la Yougoslavie est indiscutable, celui de la France suscite maintes réserves si l'on veut y voir un vainqueur incontestable.

Le conflit entre la Résistance elle-même et le général de Gaulle fut — comme on le sait — une réalité difficile et dramatique des années de guerre. Le contrôle exercé par les services spéciaux de la France Libre sur la Résistance avait éveillé de vigoureuses protestations. Qu'il nous suffise de mentionner les conflits permanents entre les deux états-majors des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI): celui résidant en France et celui de Londres. Et, tout de suite après la libération de la France, de Gaulle a su fort adroitement mettre la Résistance en marge de la vie politique du pays. En « galvanisant » les activités des partis politiques dans la clandestinité afin de pouvoir les opposer au parti communiste, le général de Gaulle a contribué à la renaissance de ces mêmes forces qui devaient l'écarter, lui-même aussi bien que les communistes, de la participation au gouvernement. Le fait que Georges Bidault, le dernier chef du CNR, devint plus tard un ennemi farouche de de Gaulle et l'un des dirigeants politiques de l'OAS appartient à la catégorie de paradoxes de l'histoire, mais on ne peut pas le détacher des problèmes mentionnés là-dessus.

Cependant l'influence morale et politique de la Résistance sur le développement de la France d'après-guerre, sur la nation qui « retrouvait ainsi son âme » fut énorme. Et c'est bien à cette catégorie de choses qu'il aurait fallu limiter les succès de la Résistance française. La réalisation du programme de la Résistance en ce qui concerne la transformation intérieure du pays ne fut que partielle malgré les exigences des résistants appartenant à toutes les tendances politiques, exigences qui avaient

trouvé son expression dans le programme du CNR. Il semble donc que ce que dit Henri Michel des désillusions apportées aux résistants des divers pays par l'après-guerre se rapporte surtout à la France. Car les illusions y étaient certainement les plus vastes.

Venons en maintenant au troisième groupe de conditions extérieures qui déterminaient les possibilités de la Résistance: les Alliés, leur attitude, leur tactique, leur aide. Là, l'auteur est extrêmement critique et en cela il a bien raison, surtout quand il souligne les difficultés des Alliés à comprendre les problèmes de la Résistance, l'incapacité de profiter des possibilités offertes, le jeu égoïste et malhonnête des Alliés envers la Résistance.

Il nous semble cependant que l'auteur s'est par trop limité dans cette partie de son ouvrage à une caractéristique générale de la politique britannique envers la Résistance dans les divers pays de l'Europe en soulignant particulièrement le moment où l'initiative passait aux mains des Américains et des Soviétiques. Il a également décrit superficiellement les activités du SOE (Special Operations Executive). Mais cela ne suffit pas à éclairer l'enchevêtrement si complexe de toutes ces questions. Ce qu'il nous faudrait c'est une analyse de l'évolution du SOE et de ses tactiques, l'étude des conflits et des crises que cet organisme dut surmonter dans le cadre de la structure militaire britannique d'abord et alliée ensuite. Il semble également indispensable d'analyser les listes des priorités lorsqu'il s'agit des parachutages effectués dans les différents pays et pour les différentes organisations de la Résistance en liaison avec le tonnage effectivement parachuté. Il faudrait également prendre en considération les rapports entre les processus advenus à l'intérieur de la Résistance de tel ou tel pays et dans les relations entre les Alliés et la politique de l'Angleterre, ce pays étant le plus engagé dans « la guerre de l'ombre » et envers ceux qui menaient cette guerre sur le continent européen.

L'auteur souligne très judicieusement les effets des modifications dans le jeu des forces des Trois Grands, ce qui rendait de plus en plus difficile à Churchill son rôle qu'il comparait, lui-même, à celui d'un âne ayant comme compagnons de route l'ours et le taureau, mais qui était seul à connaître le chemin qui pouvait les ramener à la maison. Déjà en 1940 mais surtout en 1941, au cours des conférences avec Roosevelt, Churchill considérait la Résistance en Europe comme un élément extrêmement important de ses intentions et de ses conceptions stratégiques. Il pensait attribuer aux forces de la Résistance le rôle de l'infanterie dont l'Angleterre était démunie ou du premier soutien d'unités lourdes et blindées de l'armée britannique qui devaient un jour débarquer sur le continent. Mais depuis le moment où Churchill avait voulu que l'Europe s'enflamme

avec l'aide du SOE jusqu'au moment où elle prit feu effectivement, bien des choses avaient changé. Il ne s'agissait plus du même feu que voulait Churchill et c'est bien pour cela que dans certains points de l'Europe, les Britanniques l'étouffaient brutalement. Et ceci Michel a raison de le noter. Mais ici encore, nous en revenons à ce courant radical à l'intérieur de la Résistance et à ses diverses implications, qui apparurent en France avec une acuité exemplaire, presque classique pour l'Europe entière.

Afin de définir les différences profondes dans les résistances européennes de divers pays, l'auteur conclut que ce mouvement se développait plus facilement à l'est, dans des pays au niveau de vie plus bas qu'en occident. Dans les pays occidentaux le phénomène était « extrêmement complexe » alors qu'à l'est ce fut plutôt un « réflexe vital ». Ces généralisations ne vont-elles pas un peu trop loin? Elles suggèrent d'abord que la Résistance et la lutte contre l'occupant étaient plus faciles pour ceux qui avaient moins à perdre et qui agissaient sous la contrainte d'une nécessité vitale, c'est-à-dire pour des sociétés en quelque sorte plus « primitives ». En même temps, ces suggestions semblent justifier les populations plus développées, plus riches, dont l'attitude était dictée par des données plus complexes et pour lesquelles la Résistance était donc une question de choix et par là-même motivée par une cause supérieure que l'instinct de conservation. Nous n'incrimons pas ici les intentions de l'auteur, qui appartient à ce nombre restreint d'historiens occidentaux qui cherchent des réponses au maximum probes aux questions concernant les mouvements communistes et l'histoire de l'Europe de l'Est au cours de la dernière guerre. Mais ce qui nous irrite, ce sont certains stéréotypes si vivaces en Occident et si difficiles à admettre pour tous les habitants de l'Europe non occidentale.

Il existe également une zone de problèmes de la Résistance à laquelle Henri Michel accorde trop peu d'attention. Ce sont surtout: les principes d'organisation du système de direction, les formes de liaison intérieure et extérieure, la doctrine de la lutte clandestine soit générale, soit strictement militaire et, enfin, les proportions prises par la Résistance, par l'organisation de « l'État clandestin », la force et l'autorité de cet « État » en comparaison avec le degré d'autorité exercée par les pouvoirs d'occupation et les autorités qui collaborent avec l'occupant. Soit dit entre parenthèses, Henri Michel est sans doute le premier historien français qui ait employé jusqu'ici le concept de « l'État clandestin » auquel les Polonais sont habitués et qui sonne d'une façon plutôt étrange pour le lecteur français. Mais même pour l'auteur, comme pour tout Français rationaliste, il n'a certes pas été facile d'accoler ensemble des concepts aussi opposés que « l'État » et la « clandestinité ». Henri Michel voit dans « l'État clandestin » plutôt l'ensemble des organisations clandestines,

l'ensemble de la « vie clandestine » et non pas tout un organisme étatique doté d'une force morale et matérielle ainsi que d'un pouvoir d'exécution de ses ordres et agissant « illégalement » suivant l'opinion des occupants.

Lorsque l'auteur vient à étudier la question de la structure et de l'organisation de la clandestinité en Europe, il n'y voit qu'un seul modèle à retenir, le modèle français avec distinction des « mouvements » et des « réseaux », ces derniers se confondant parfois avec les « services ». Un schéma ajouté au texte souligne encore le rôle d'étalon du modèle français de la Résistance.

Il est vrai que la Résistance française a su créer une série de solutions pour l'organisation et les principes de coopération de différentes directions du travail clandestin. La France a eu la chance d'avoir été une sorte de melting-pot dans lequel se sont formés, développés et cristallisés d'une façon pour la plupart naturelle différents phénomènes sociaux. La France des années 1940 - 1944 reste un sujet d'observations extrêmement intéressant en ce qui concerne des processus qui s'y forment et s'y développent d'une façon que nous appellerions « naturelle ». Citons parmi ces processus la nécessité historique et l'activité des individus, le libre jeu des forces et les volontés et initiatives individuelles, la pression des lois de développement et la résistance des lois sociales déjà existantes ou à peine nées et déjà pétrifiées, la lutte des intérêts et des tendances diverses.

L'absence des traditions de la clandestinité constituait un empêchement et en même temps facilitait les activités de la Résistance. Les capacités françaises d'invention, d'organisation, la logique française, le sens pratique et, d'autre part, le goût traditionnel, cette fois des combinaisons élastiques, pluralistes, on serait tenté de dire: démocratiques — tout cela a favorisé un assemblage peut-être trop ramifié et une structure peu serrée, mais dont l'ensemble fonctionnait, somme toute, d'une façon tout à fait satisfaisante. Mais l'évolution naturelle de la Résistance vers la création d'un « État clandestin » du type polonais, et dont les premiers symptômes apparaissaient dès 1943, fut dégénérée et finalement paralysée.

La pénétration dans l'organisme de la Résistance d'agents dépendant d'éléments extérieurs, en l'occurrence des organes de la France Libre et de son BCRA eut des effets fort nuisibles. Ce que faisait la NAP (Noyautage des Administrations Publiques) à l'égard de l'administration de Vichy, les agents du BCRA le pratiquaient à l'égard de la Résistance à l'échelle nationale. L'opinion du capitaine H. Frenay, créateur du mouvement « Combat », concernant les agissements du général de Gaulle et de son BCRA à l'égard de la Résistance (voir annexe du livre de

Passy, *Missions secrètes en France*) est un véritable réquisitoire contre les services spéciaux de la France Libre de Londres.

Malheureusement les formes d'organisation de la Résistance française, bien qu'élaborées au cours des processus aussi intéressants que complexes, ne peuvent servir aucunement de modèle pour les autres pays de l'Europe. Elles ne s'y appliquent pas du tout. Et si l'on songe aux extrêmes typiques (France - Pologne), ces formes sont presque toujours différentes, bien que nous puissions trouver certains emprunts faits par les résistants français à la clandestinité polonaise. Là encore, au lieu d'ériger en modèle la Résistance en France, l'auteur aurait dû comparer et analyser les expériences de la lutte clandestine en Europe occupée. Pour cela on pourrait proposer une sorte de typologie dans le genre suivant:

- prédominance d'éléments et de formes civils (France, Pays-Bas)
- équilibre relatif entre l'élément politique (civil) et militaire (Pologne et, dans une certaine mesure, Belgique)
- soumission complète des formes civiles de l'organisation et de la lutte clandestine aux besoins de la guérilla, des services de renseignements, etc., c'est-à-dire des actions militaires (Yougoslavie, U.R.S.S.)
- divergence frappante entre la Résistance civile et le développement incontrôlé et vivace de la guérilla (Italie)
- pauvreté des formes dans les pays de « résistance tranquille », comme la qualifie Henri Michel, (Danemark, Norvège).

L'historien des mouvements de la Résistance dans tous ces pays ne peut manquer d'élargir son champ de recherches par l'étude des formes d'organisation, des tendances unificatrices perceptibles un peu partout en Europe, de l'influence des centres nationaux ou alliés agissant à partir de l'étranger. C'est surtout cette dernière question, la question « le pays et les émigrés », qui mérite qu'on l'analyse plus longuement que ne l'a fait Henri Michel.

Une des caractéristiques, extraordinairement intéressantes, de la Résistance dans de nombreux pays fut sa spécifique « internationalisation », non pas seulement par la participation d'étrangers aux mouvements de résistance mais, également, à travers de diverses formes de coopération qui dépassaient les cadres des frontières nationales. On rencontre des exemples d'une pareille coopération même dans les territoires litigieux comme, par exemple, à l'est et à l'ouest du Boug, sur les confins de la Grèce et de la Yougoslavie, de la Yougoslavie et de l'Italie et, même, dans une certaine mesure sur la frontière franco-italienne. Quant à la France, on peut la considérer comme le pays où ce trait « d'internationalisation » de la Résistance apparaît d'une façon à peu près régulière jusqu'à devenir presque classique. Affiliée au parti communiste, l'organisation MOI (Main-d'Oeuvre Immigrée) comprenait plus d'une dizaine de groupements

nationaux et joua un rôle important dans la Résistance. Or, en dehors de la MOI, il existait en France diverses autres organisations clandestines étrangères, telles que les « guerrilleros » espagnols dont la lutte en France ainsi que le sort qui leur fut réservé en 1944 mériteraient une mention plus volumineuse. L'importance de ce phénomène a amené les auteurs d'un des ouvrages à l'intituler *Histoire de la Résistance en France* au lieu de « Résistance française ». Le réseau de MOI existait aussi en Belgique. Il est vrai qu'il était moins développé que celui de France. Cet aspect de la Résistance en Europe n'a pas été suffisamment mis en relief dans le livre d'Henri Michel.

L'attitude d'Henri Michel à l'égard de la Résistance est celle d'un historien intéressé à tous les phénomènes qui la concernent mais, par-dessus tout, à leurs aspects politiques, psychologiques, moraux et, dans une certaine mesure, sociologiques. Il est particulièrement curieux des réflexes qui poussent les hommes vers la clandestinité. Il s'intéresse à la vie des résistants, à leur « passion », aux attitudes des individus et des groupes sociaux, aux conflits moraux et politiques. Il se rend parfaitement compte du côté tragique des attentats qui provoquent des répressions, particulièrement parmi la population civile. Il s'agit là de la responsabilité morale du résistant devant le cercle infernal « attentat — répression ». Par contre, il n'aperçoit pas — car l'expérience française ne lui fournit pas de données nécessaires — la limite jusqu'à laquelle peut aller la population soumise à un régime de terreur, cette « barrière de la résistance psychique », et du rôle de la lutte armée dans le maintien de cette barrière. L'auteur reconnaît la nécessité de la guérilla mais plutôt à cause de ses aspects moraux et politiques que du point de vue strictement militaire. Il souligne, avec raison, que le principal objectif d'une guérilla consiste à créer un état d'insécurité sur les territoires occupés par l'ennemi. Mais cette guérilla doit — d'après l'auteur — se transformer assez rapidement en une véritable armée de l'« État clandestin » sous peine de dégénérer en bandes armées. Cette façon de voir est donc celle d'un « civil » et même celle d'un humaniste.

Lorsqu'il s'agit de juger les officiers de carrière, leur attitude envers la Résistance, leurs possibilités d'adaptation à cette forme de la guerre, Henri Michel est inexorable. Il est exact que les Français eurent une série imposante de motifs pour juger très sévèrement les cadres supérieurs de leur armée pendant la guerre. Or, au moment de généraliser cette opinion, lorsqu'il flétrit l'attitude attentiste et la routine professionnelle des officiers des armées des pays occupés, Henri Michel fait exception pour le corps des officiers polonais. Il est cependant d'avis qu'à l'origine des activités des officiers polonais dans la Résistance furent non pas leurs qualités particulières, mais l'atmosphère générale et la menace des nazis

projetant l'anéantissement de la population polonaise. Ainsi cet exemple doit être l'exception qui confirme la règle générale. L'erreur d'un raisonnement pareil saute aux yeux et n'exige aucun commentaire. Il semble cependant que l'erreur commise par Henri Michel ne consiste pas seulement dans une interprétation erronée des faits, mais en ce qu'il considère les officiers uniquement du point de vue professionnel sans souligner leur rôle social, leur visage politique. Car, même en France il ne s'agissait pas pour eux « d'oublier tout ce qu'on leur avait enseigné pour apprendre à nouveau » les principes de la lutte clandestine et il n'était pas seulement question de rester strictement fidèle à des règlements du métier. Car, ce n'étaient certes pas des raisons militaires qui faisaient agir le général Weygand — représentant le plus classique, peut-être, de la caste des officiers — lorsqu'il exigea la signature de l'armistice de 1940 et, plus tard, durant son « proconsulat » en Afrique du Nord et en 1942. Or, c'est précisément le processus de rupture d'une partie des officiers français avec cette attitude attentiste, une tentative de définir non pas tellement les motivations morales que les « paramètres » sociologiques de ces quelques milliers d'hommes (âge, grades, armes, services, type d'instruction, etc.) qui auraient été intéressants à étudier.

En Pologne, cette question était évidemment beaucoup plus simple. Les raisons qui avaient entraîné les officiers polonais à entrer dans la Résistance semblent avoir été cependant un peu différentes de celles que leur attribue Henri Michel. En effet, la nécessité de continuer la lutte contre l'occupant était une réaction naturelle de la majorité des Polonais à la débâcle de septembre 1939, réaction conforme aux traditions et aux expériences historiques polonaises. Une partie des officiers polonais, les plus âgés, avaient fait eux-même l'expérience de la lutte clandestine encore avant et pendant la Première Guerre mondiale. D'autre part, on a fait quelques préparatifs à l'activité clandestine déjà avant le 1 septembre 1939. L'opinion nationale polonaise estimait que le corps d'officiers était précisément ce groupe social qui avait le devoir d'amorcer le combat clandestin et de le diriger. Ce que l'on vient de lire appartient également au nombre des généralisations poussées assez loin puisque l'on n'y tient pas compte de l'attitude de la population à l'égard du « parti des colonels » qui gouvernait la Pologne avant 1939 et de l'amertume causée par la défaite. Il serait intéressant de procéder à une analyse socio-psychologique des officiers du corps en France et en Pologne afin de pouvoir comparer leurs origines et leur esprit. Or, l'origine sociale des officiers français et, plus encore, leur esprit de caste étaient certainement plus définis que dans le cas de l'armée polonaise. Les officiers français considéraient que leur mission consistait bien plus à servir l'État que la nation. L'histoire devait assigner des rôles complètement différents aux armées et aux

soldats des deux pays dont le drame durait pour la France et la Pologne depuis plus d'un siècle et demi.

Nous nous sommes arrêtés un peu plus longuement sur le problème du corps d'officiers précisément pour mettre en garde le lecteur contre les difficultés qu'on rencontre lorsqu'on veut généraliser des jugements ou des opinions et, plus particulièrement, quand des conclusions adéquates à une partie d'une entité ne s'appliquent plus à la totalité de cette entité.

L'auteur de *La guerre de l'ombre* ne procède pas à une analyse détaillée des aspects militaires de la lutte clandestine. Il se contente d'étudier le conflit entre les partisans d'une « action immédiate » (parmi lesquels il range les communistes et la Résistance polonaise sans distinction de ses divers courants) et ceux qui préconisaient d'attendre le moment de la débâcle allemande. Henri Michel analyse également des questions comme la guerrilla, l'insurrection nationale et l'efficacité de la lutte clandestine. Il semble que c'est réduire le problème à des proportions par trop étroites. En effet, la lutte armée et avant tout la participation à la libération du pays — le vrai couronnement de l'oeuvre de la Résistance — constituaient la forme la plus haute de l'activité clandestine et cela aussi bien pour les attentistes que pour les partisans de l'action immédiate. C'est pourquoi une évolution tendant à une militarisation de la Résistance était un phénomène naturel et universel. Or, le domaine militaire des activités de la Résistance exige qu'on analyse également les problèmes de la doctrine militaire de la lutte armée dans les différents pays comme ses conséquences telles que l'organisation, l'entraînement, la tactique, l'approvisionnement en armes (production clandestine d'armes et de munitions), liaisons, etc.

Car, le conflit ne se limitait pas seulement à la question de l'« action immédiate ». Il s'agissait d'un problème autrement important: celui d'une conception générale de la lutte clandestine par des moyens militaires. Et il fallait choisir entre l'alternative d'une action d'équipes de parachutistes spécialement entraînés, assistées sur le terrain de leur action par des groupes de combat de la Résistance, et celle d'une véritable armée secrète clandestine. La première de ces conceptions constituait dans une certaine mesure un élément important de « la doctrine » du SOE, si l'on peut parler de « doctrine » à ce sujet, du moins jusqu'en 1943. La seconde alternative, fut choisie par presque tous les mouvements de résistance européens — à l'exception, peut-être, des pays scandinaves. En tout cas, la première la Résistance polonaise avait refusé dès le début de suivre les suggestions britanniques. D'ailleurs les principes du SOE se révélèrent inefficaces à une plus grande échelle, comme en témoigne le sort des opérations telles que « Savannah », « Josephine » ou du plan « Bardsea » réalisés en France par le réseau militaire de l'Organisation

Polonaise de la Lutte pour l'Indépendance (POWN), l'attentat contre Heydrich à Prague, les péripéties de « la bataille pour l'eau lourde » en Norvège, etc.

C'est pourquoi il est nécessaire d'analyser l'évolution de la doctrine de la lutte armée de la Résistance européenne en prenant en considération les éléments qui l'orientaient vers une action en masse, vers la guerre de partisans (guérilla) et l'insurrection nationale, et aussi d'autres facteurs de nature aussi bien politique (pression de la tactique des communistes) que psychologique (nécessité de répondre au système de terreur instauré par les occupants, formation d'un « esprit de combat », création d'un climat moral pour une insurrection nationale, etc.), ou sociologique (apparition d'une population « flottante »: évadés de toute sorte, résistants « brûlés », hommes menacés de répressions) et finalement militaire (efficacité des coups portés à l'ennemi, protection des liaisons radio et des parachutages, préparation des forces et du ravitaillement pour le jour du soulèvement général). Il faudrait également analyser d'une façon comparative les systèmes d'organisation des réseaux clandestins militaires (type centralisé en Pologne et en Norvège, type « fédératif » en France, Italie, Belgique).

Ce qui serait particulièrement intéressant à étudier c'est l'évolution des plans d'utilisation des forces armées de la Résistance dans une campagne pour la libération du pays à l'échelle aussi bien nationale que régionale. Ce furent probablement les plans polonais d'une insurrection générale qui constituent les projets les plus intéressants. Pour simplifier les choses, nous n'allons pas nous étendre sur les différences essentielles entre la conception de l'Armée de l'Intérieur (*Armia Krajowa* — AK), qui prévoyait une action de durée limitée, visant à des objectifs précis, et celle de l'Armée Populaire (*Armia Ludowa* — AL), qui voulait que la guérilla se transforme peu à peu en soulèvement général et nous laissons de côté l'évolution de ces plans qui aboutirent à l'action « Orage » (AK) et l'action dite « de la région de Lublin » (AL). Nous pensons également qu'il serait bon de comparer ces plans avec l'ensemble des plans pour l'été 1944 des FFI, certains plans opérationnels du NOAJ et les principes des grands raids des partisans russes sur les arrières de l'ennemi à travers la Pologne vers la Slovaquie, ou encore le plan belge sous le nom de code de « Cheval de Troie ». Il s'agit de saisir les ressemblances dans la partie théorique (projet) et pratique (exécution) des solutions telles que « les réduits » en France, « les refuges » en Belgique, « les camps fortifiés » en Pologne, « les bases des partisans » en Yougoslavie et en U.R.S.S., l'action de Recréation des Forces Armées en Pologne (OSZ), les « maquis mobilisateurs » en France, etc. Tout ceci pourrait servir de base à des généralisations où l'on interpréterait la valeur des différents

facteurs tels que l'ordonnance, la pensée stratégique, la doctrine, la conception, l'organisation.

Malheureusement, tout ce que nous pourrions appeler « la pensée militaire » de la Résistance aussi bien dans le domaine de la théorie (la brochure française intitulée *Insurrection c'est l'art* se référant au « modèle » polonais) que de la pratique (schémas organisateurs, règlements militaires des maquis, etc.) reste en dehors de la zone d'intérêt de l'auteur.

En dehors de la question très générale des rapports entre la résistance civile et militaire, on peut observer, dans toute l'Europe, une sorte de règle générale qui tendait à rapprocher au maximum l'organisation et les principes du fonctionnement de l'armée clandestine aux modèles de l'armée régulière. Cette évolution n'était pas facile et se faisait au milieu de nombreux conflits entre l'élément très populaire défini souvent comme « anarchique » et les représentants de l'organisation, de la centralisation, de la hiérarchie, etc. Ces conflits relativement peu nombreux en Pologne (dans les deux courants de la Résistance) et sur les territoires de l'U.R.S.S. se firent sentir beaucoup plus fortement en Yougoslavie, particulièrement dans les premiers temps, mais apparurent avec force en France au moment de la formation des FFI. La nature de ces conflits fut, d'ailleurs, d'origine très diverse. En Yougoslavie, par exemple, il s'agissait de triompher précisément de cet élément « anarchique » des masses paysannes; en Pologne, de conférer à la Garde Populaire (communiste) un statut et un règlement militaire national qui soient en accord avec les exigences de l'opinion publique. Mais, en France, la conversion des partisans et des maquis en armée régulière avait pour but de museler les éléments de gauche surtout, mais non pas seulement, chez les FTP, ce qui d'ailleurs rencontra de nombreuses difficultés qui se prolongèrent jusqu'au moment de la dissolution des FFI. Le processus d'évolution dut lutter également contre le péché originel du « cantonalisme » chez les partisans pour transformer les maquis en une force apte à agir dans n'importe quelle direction, sur la base de l'infrastructure de l'organisation régionale de la Résistance. Le même problème avait surgi dans tous les pays occupés de l'Europe, mais sa solution fut très diverse suivant les expériences, exigences et possibilités nationales.

Henri Michel souligne avec raison l'importance pour la Résistance des liaisons avec les centres à l'étranger, mais il se limite principalement aux liaisons radio, aux opérations aériennes (parachutages et *pick-up*) et maritimes. Mais il laisse de côté les systèmes adoptés par les liaisons radio qui pouvaient soit diminuer, soit augmenter le danger de repérage. Or, les méthodes adoptées par les réseaux travaillant avec le BCRA et le SOE en France se révélèrent souvent très imparfaites et conduisirent à la pénétration par l'ennemi et à l'anéantissement de réseaux entiers de la

Résistance. Les systèmes pratiqués en Pologne, par exemple, consistaient à doter les « pianistes » d'une garde armée, ce qui ne prévenait pas, évidemment, le repérage et la destruction des postes émetteurs mais ne permettait pas un « retournement du pianiste » et une pénétration dans le réseau. Henri Michel laisse de côté les liaisons par courriers qui ont, pourtant, joué un rôle fort important dans la vie clandestine des pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie et également la Belgique. Il semble que le système polonais de liaisons entre le pays et les centres de Londres fondé sur un certain nombre de bases (Bucarest, Budapest, Stockholm, Paris, etc.) ait fonctionné fort bien.

Parmi les aspects militaires de la Résistance en Europe, un problème important mériterait d'être signalé, celui de la coopération des maquis avec les unités régulières des Alliés au cours des opérations de libération. Henri Michel ne s'y est pas attardé et s'est contenté simplement d'affirmer d'une façon très générale que les Alliés ne surent que très mal profiter des possibilités militaires de la Résistance en Europe. Or, il existe toute une série d'exemples probants, tels que le harcèlement des troupes allemandes par les maquis de Bretagne et du Massif Central ou par les partisans soviétiques en Biélorussie, les coups portés par AK et AL aux endroits où les troupes soviétiques forçaient la Vistule en 1944, le retardement ou l'accrochage de certaines unités ennemies (division « Das Reich » en France), la libération des villes (participation à la libération des villes de Wilno et Lwów par AK et de Lyon par les FFI), le franchissement du front ennemi pour rejoindre les libérateurs (27-e DI de AK en Volhynie, la brigade « Grunwald » et les unités de AL de la région de Kielce en été et en automne de 1944), etc.

Il est difficile de porter des conclusions généralisantes concernant les activités des armées clandestines en Europe occupée si l'on n'analyse pas, même superficiellement, ces groupes de problèmes composant la conception de la lutte, l'organisation et réalisation en campagne des buts du courant militaire de la lutte clandestine.

L'auteur de *La guerre de l'ombre* accorde beaucoup de place au rôle de la propagande dans les activités de la Résistance. Il l'estime hautement en tant qu'instrument d'information et d'opinion publique, de formulation de thèses et de convictions politiques et également pour aider à garder l'espoir et « serrer les rangs ». Mais il semble négliger l'importance de la propagande comme méthode de lutte et va jusqu'à citer un spécialiste français qui définit la propagande comme « l'arme des faibles ». Or, la réalité de la lutte clandestine ne confirme pas cette opinion. Les deux côtés pratiquaient la propagande dans une très large mesure en tant qu'arme offensive mais aussi défensive.

Pour conclure ces quelques considérations à propos de l'ouvrage d'Henri Michel, j'aimerais présenter quelques observations liées à ce qui se rapporte à la Pologne dans son livre. Il faut reconnaître que la Résistance en Pologne et ses activités occupent une place de choix dans son étude. La Pologne vient à tout moment soit pour appuyer une thèse de l'auteur, soit comme l'exemple d'une situation dont l'exception confirme la règle générale et cette règle générale est habituellement celle qui se dégage de l'expérience française. Or, si l'on s'avisait d'estimer la valeur des mouvements de résistance en Europe d'après le nombre et le degré des adjectifs employés à leur égard c'est bien à la Pologne que reviendrait sans doute l'indice le plus élevé. On sait que c'est le sort terrible de la Pologne qu'évoquait souvent Pétain pour persuader ses compatriotes de collaborer avec les occupants et les chefs de l'insurrection parisienne craignaient la « varsovisation » de ce soulèvement du peuple de Paris. Mais lorsqu'on lit le livre d'Henri Michel, on retrouve trop souvent dans ses pages l'opinion très connue sur les Polonais, insurgés typiques du XIX^e siècle : ces hommes courageux et désespérés, dignes de compassion et de respect, un peu déraisonnables parfois et apportant des complications, des soucis et des remords. On ne peut que s'étonner combien vivaces sont les stéréotypes toujours en vigueur dans l'opinion française et comment ces stéréotypes infèrent même sur la façon de voir la Résistance polonaise pendant l'occupation.

On ne peut que s'étonner que certaines parties du livre, en particulier les chapitres basés sur une documentation polonaise, qui ne suscitent aucune réserve (par exemple la pénétration des secrets des V-1 et V-2, l'action de repréailles après l'exécution des « cinquante », les attentats contre Kutschera, la libération des prisonniers à Varsovie près de l'Arse-nal, les femmes polonaises traitées d'après l'ouvrage de Karski, etc., etc.) voisinent avec des passages remplis d'erreurs évidentes et d'opinions absolument choquantes. C'est ainsi que nous pouvons lire chez Henri Michel que les ouvriers polonais vivaient mieux pendant l'occupation allemande qu'avant la guerre, que le gouvernement polonais d'avant 1939 était « germanophile » et recherchait « un *modus vivendi* avec l'Allemagne contre l'ennemi commun, l'U.R.S.S. bolchévique », que le zloty polonais d'occupation était le même qu'avant la guerre comme le franc ou le gulden, que le général Sikorski était à la fois « président et Premier Ministre », que les socialistes polonais (PPS) vivaient dans la clandestinité avant la guerre, que les premières organisations de la Résistance en Pologne s'appelaient « Vengeance », « La Main Sanglante » et « le Jugement de Dieu » et que les partis politiques étaient à ce point affaiblis par le « régime des colonels » que leur renaissance dans la clandestinité fut extrêmement longue est difficile, que « Raclawice » était une organi-

sation syndicaliste, que le Comité Polonais de Libération Nationale (PKWN) fut créé à Moscou en janvier 1944, après quoi, ce comité organisa une armée sous le commandement du général Berling et ce n'est qu'au moment où ce Comité de Libération se fut installé à Lublin que surgit le conflit au sein de la Résistance polonaise.

Henri Michel est un des rares historiens occidentaux qui a su voir l'enseignement clandestin en Pologne (et rendre hommage à cet effort), mais il semble qu'il le réduit presque à l'enseignement universitaire. Dans le chapitre consacré aux camps de prisonniers de guerre, l'auteur ne différencie pas les opinions critiques concernant le moral des prisonniers et ne distingue pas les diverses attitudes des prisonniers suivant leur nationalité. C'est pourquoi il semble croire que les contacts des prisonniers avec la Résistance étaient rares et accidentels. Or, ce qu'il écrit s'applique précisément à l'attitude des prisonniers de guerre français et ne peut être accepté sans réserves lorsqu'il s'agit de soldats et officiers polonais en captivité, avec qui la Résistance polonaise eut des liaisons fortes et stables. Il en est de même en ce qui concerne l'accusation portée contre les Alliés que ceux-ci ne se rendaient pas compte de la situation des camps de prisonniers de guerre, véritable « cheval de Troie » au milieu du Reich allemand. Or, les Alliés s'en rendaient compte parfaitement de cet état de choses et projetaient même de pousser les camps polonais à des actions armées, mais durent y renoncer en rencontrant l'opposition des Polonais qui craignaient — et avec raison — les effets catastrophiques que pouvait entraîner une pareille aventure.

Henri Michel écrit à un moment qu'en Pologne « La Résistance n'était pas autre chose que la nation polonaise continuant à vivre d'une vie secrète comme entité nationale, sous l'occupation comme avant la guerre. Mais elle était aussi quelque chose de plus, une démocratie naissante; les partis politiques étaient plus puissants, plus libres dans la Pologne occupée que dans la Pologne indépendante, mais soumise à une dictature. La Résistance polonaise possédait ainsi une cohésion et une force sans équivalent en Europe » (p. 319).

C'est un exemple entre cent du ton dans lequel ont été traitées les affaires polonaises. Si nous indiquons, au cours de cette critique les opinions erronées ou fausses ce n'est point pour soulever l'indignation mais bien pour attirer l'attention sur l'état actuel de la connaissance de notre histoire. Même les historiens très favorables à la Pologne n'ont pas su se débarrasser des clichés et des vieux stéréotypes.

Pour terminer cet article, je reviens à ce qu'il a été mentionné au début : l'ouvrage d'Henri Michel est fort intéressant, riche en informations et réflexions. C'est également un livre incitant aux réserves et aux polémiques. Une mise au point s'impose en de nombreux endroits pour

une meilleure connaissance de ce que fut ce phénomène unique dans son genre: la Résistance en Europe.

Le livre d'Henri Michel donne la preuve des vastes connaissances de l'auteur, mais dévoile également les lacunes de l'historiographie et surtout de l'historiographie de l'Europe occidentale (faits et méthodes) mais incrimine, dans une certaine mesure, l'historiographie polonaise quoique de façon indirecte. Comme qualité maîtresse de l'ouvrage, il faut citer celle qui invite à penser, à discuter, à construire sa propre vision de synthèse. Or, si l'oeuvre d'un historien suscite telle réaction, c'est qu'il a bien rempli sa tâche. Car la science réside dans la recherche continue de la vérité.

(Traduit par Aleksander Wołowski)